

Molenbeek-Saint-Jean n'est pas un ghetto

Le Monde.fr | 23.11.2015 à 15h50 • Mis à jour le 27.11.2015 à 16h35

Par Alexandre Laumonier

Molenbeek-Saint-Jean est désormais tristement célèbre dans [le monde](#) entier. Certains n'auront malheureusement pas été étonné d'apprendre qu'une partie des terroristes ayant semé la mort à [Paris](#) habitaient ma commune. La liste des Molenbeekois impliqués dans des affaires terroristes internationales est hélas désormais trop longue – d'Abdessatar Dahmane, impliqué dans l'assassinat du commandant Massoud en 2001, à Salah Abdeslam, considéré aujourd'hui comme l'un des principaux responsables des récents attentats parisiens, en passant par une bonne dizaine d'autres. Vivant et travaillant à Molenbeek-Saint-Jean, au cœur de l'un de ces quartiers considéré comme une « plaque tournante belge du terrorisme islamiste », à quelques dizaines de mètres de l'appartement de l'un des présumés responsables des atrocités parisiennes, il m'est difficile de ne pas [écrire](#) ces quelques mots.

Pas un ghetto ni une banlieue

Précisons d'abord le [contexte](#). Contrairement à ce qu'affirment certains [médias](#), Molenbeek n'est pas une « banlieue ». « Bruxelles » désigne une des trois régions de [Belgique](#), constituée de 21 communes, dont « Bruxelles ville » et Molenbeek font partie. Bien qu'un canal forme indéniablement une frontière [physique](#), sociale et symbolique entre ces deux communes, le centre de « Bruxelles ville » n'est qu'à 15 minutes à pied de chez [moi](#), ou à 3 arrêts de métro. Le qualificatif de « banlieue » semble basement utilisé pour [renvoyer](#) à l'image des cités franciliennes éloignées du [centre](#) de Paris et où vivrait une communauté musulmane de plus en plus rongée par la pauvreté, et donc par le radicalisme religieux. Molenbeek n'est pas une banlieue, et à l'image de la région bruxelloise dans son ensemble, cette commune est un ensemble de micro-quartiers incroyablement disparates. Il existe plusieurs Molenbeek, et il est crucial de [tenir](#) compte de cette disparité.



Patrouille de soldats belges à Molenbeek (Bruxelles), le 22 novembre, 2015 YOUSSEF BOUDLAL / REUTERS

A quoi ressemble l'un de ces quartiers molenbeekois aujourd'hui sous le regard des caméras du [monde](#) entier ? Tout simplement à des rues majoritairement constituées de ces maisons en brique typiquement bruxelloises ; il y a bien quelques barres de type « HLM » mais celles-ci sont peu nombreuses et se fondent dans le paysage. Sans [revenir](#) sur la longue et passionnante [histoire](#) de la commune (qui a accueilli des communards parisiens en exil dans les années 1870, à une

époque où le surnom de la commune était « le petit Manchester » en raison de son industrie florissante), Molenbeek a aujourd'hui en son sein quelques micro-quartiers constitués à 80% d'habitants de nationalité belge appartenant à une communauté musulmane ayant principalement des liens historiques avec le Maroc et d'où sont issus un nombre particulièrement important de (parfois très jeunes) hommes ou femmes ayant épousé la cause jihadiste en Syrie. Cela étant dit, les rares statistiques disponibles montrent que si la moitié des Belges partis en Syrie viennent de la région bruxelloise, l'autre moitié provient de Flandres, et notamment de Vilvoorde et d'Anvers, Anvers où les prosélytes salafistes de Sharia4Belgium ont été considérés par la justice belge comme étant les principaux recruteurs de djihadistes belges. Le problème de l'islamisme dépasse les frontières de Molenbeek. La ville, ou du moins certains de ces (micro-)quartiers, est qualifiée par la presse de « ghetto ». Bien qu'ayant quelques doutes sur le véritable sens de ce mot (ou alors pris dans le sens de cette « fermeture excluante » dont parlait Max Weber), s'il existe un ghetto alors Uccle, la riche commune bruxelloise où s'entassent les exilés fiscaux français, est bien plus un « ghettoisé » que ma commune, foyer de diversité où plus de 100 nationalités vivent sans qu'il n'y ait jamais aucune tension entre communautés.

Barbus prosélytes

Abordons le point sensible : la forte densité de population appartenant à la communauté arabo-musulmanes dans certains quartiers, dont le mien. Celui que l'on présente habituellement comme étant le plus jeune jihadiste au monde est un gamin de 13 ans ayant grandi à Molenbeek, Younès, qui a laissé derrière lui des parents hagards d'incompréhension. Il a été entraîné là-bas par son grand frère, Abdelhamid Abaaoud, considéré comme l'un des présumés commanditaires des récents attentats de Paris et décédé à Saint-Denis. Younès était scolarisé à quelques centaines de mètres de chez moi, et il m'est souvent arrivé de penser que, peut-être, je l'avais croisé à l'occasion. Peut-être était-il ce gamin qui m'avait souri en levant les yeux de sa Playstation portable alors qu'il marchait dans ma rue, trois mètres derrière sa mère couverte de noir de la tête au pieds, mains incluses, elle-même trois mètres derrière un mari perdu dans ses prières. Il serait malhonnête de ne pas écrire que, depuis quelques années, le poids de la religion se fait de plus en plus sentir dans la vie quotidienne du quartier, par petite touche.



Une femme du quartier marche devant des pancartes "Nous sommes tous unis contre la terreur", le 20 novembre 2015. Francois Walschaerts / AP

Un certain nombre de femmes et de jeunes filles qui travaillent dans les boulangeries et épiceries, qui ne portaient qu'un simple voile il y a quelques années, arborent désormais le hijab. Il n'est plus rare, aujourd'hui, de voir dans les rues des petites filles de 5 ans voilées d'un joli hijab coloré – c'était beaucoup plus rare, voire inexistant, il y a quelques années. Bien qu'il soit interdit dans l'espace public, le niqab est bel est bien visible à la sortie de l'école la plus proche de chez moi. Il n'était pas rare que, dans l'ancien bureau de poste local, des chants religieux résonnent depuis les téléphones portables (j'ai une fois demandé à une femme de couper le son, arguant du fait

qu'elle n'avait pas à m'imposer les prières d'une religion qui n'était la mienne ; elle l'a fait immédiatement mais j'ai vu dans ses yeux qu'elle trouvait ma demande incongrue). Il n'est pas rare non plus de [trouver](#), sur les comptoirs des boulangeries, des flyers pour telle ou telle manifestation musulmane où s'étalent les visages de prédicateurs étrangers dont on apprend ensuite, en cherchant un peu sur internet, qu'ils appellent dans des [vidéos](#) à « [brûler](#) des juifs ». Il y a aussi ces barbus prosélytes sinistres qui se déplacent par grappe de trois et font du porte à porte ou alpaguent les jeunes gens qui traînent dans les rues. Début 2015, un photographe de guerre et anthropologue a décidé de [quitter](#) Molenbeek et en a expliqué les raisons : « [Ici] tout y est devenu gris, tout y respire le pessimisme. Le radicalisme et la grisaille de ma rue m'ont rendu dépressif. J'ai trouvé terrible que des personnes tentent dans la rue de me [convertir](#) à l'[islam](#). » Bien que personne n'ait un jour tenté de me convertir, je partage malheureusement ce constat quand à la grisaille et le pessimisme (même si la grisaille est plus bruxelloise, voire belge, que molenbeekoise – après tout, Bruxelles n'est pas [Marseille](#)). Peut-être le photographe entendait-il également par « grisaille » la saleté de certaines rues, de véritables poubelles à ciel ouvert aux trottoirs défoncés qui, parfois, subsistent pendant des semaines avant que les services communaux ne finissent par [nettoyer](#) (ce qui donne parfois lieu à des [scènes](#) d'une tristesse infinie, comme lorsque des Roms viennent [ramasser](#) le peu de déchets exploitable dont se sont débarrassés les voisins, avant que des ressortissant des pays de l'Est ne viennent à leur tout [récupérer](#) ce qu'il reste de métal – il y a les pauvres, puis les plus pauvres, puis les plus pauvres encore).

Repli identitaire

Qu'il y ait dans certains micro-quartiers des replis identitaires religieux est indéniable, et ce replis est de plus en plus visible. Certains regards se tournent logiquement vers la principale mosquée du quartier, l'une des plus fréquentées de la région bruxelloise, où parfois certains prédicateurs ne parlant que l'arabe sont invités et répandent des propos nauséabonds (un Marocain pratiquant, qui fut mon voisin pendant quelques semaines, s'y était rendu une fois mais en était revenu effaré par le discours violent à l'encontre des femmes). Même si elle s'en défend, cette mosquée a formé plus d'un prédicateur qui ont ensuite endossé la cause salafiste et sont partis en Syrie, en embarquant au passage quelques jeunes du coin. Une femme [politique](#), qui était autrefois dans le conseil communal de Molenbeek, m'avait appris un jour que cette mosquée était sous les radars des services de renseignement depuis des années – mais visiblement aucune action ne semble [avoir](#) été efficace puisque très récemment encore des jeunes fréquentant le lieu ont décidé de « [faire](#) le djihad ». (On a toutefois apprécié le message clair diffusé depuis vendredi 13 novembre sur la page d'accueil de cette mosquée, condamnant avec force les attaques parisiennes, mais on aurait davantage apprécié que la grande prière du vendredi soit aussi ouverte aux non-musulmans). On pourrait aussi [évoquer](#) les mosquées plus ou moins officielles qui ont comme vitrine le statut d'association sans but lucratif, mais qui organisent en réalité des réunions dans des garages obscurs pour [enrôler](#) des jeunes désœuvrés dans une cause répugnante.



Une femme marche devant la maison de la famille du djihadiste Abdelhamid Abaaoud, à Molenbeek Virginia Mayo / AP

Tout cela est su et connu depuis des années. [Les débats](#) seront vifs, dans les semaines et mois qui viennent, sur l'état de l'islam en Belgique – pour Rachid Madrane, un ministre bruxellois, « le péché originel, en Belgique, a été de [confier](#) les clés de l'islam à l'[Arabie saoudite](#) en 1973 ». Un responsable de mosquée m'a raconté, mercredi passé, lors du rassemblement citoyen organisé sur la place communale de Molenbeek en hommage aux victimes de Paris, qu'il avait plus d'une fois demandé à des « représentants » anversois de Sharia4Belgium venus [recruter](#) devant sa mosquée de « [dégager](#) », et qu'il avait plusieurs fois signalé leur présence à la [police](#) ; un autre responsable religieux m'a affirmé quand à lui que certains des barbus prosélytes arpentant les rues venaient parfois d'Angleterre pour recruter de la « chair fraîche ». Tout est plus complexe qu'on ne l'imagine, et là encore les problèmes dépassent la seule commune de Molenbeek.

Au-delà de la simple religion

Je ne sais pas ce qui se passe dans la tête d'un jeune Molenbeekois comme Brahim Abdelsam qui, un jour, tient le mur en fumant des joints et en picolant, et trois mois après, après un peu d'entraînement en Belgique, va se faire exploser sur une terrasse d'un café parisien. Tout cela va bien au-delà de la simple religion, même les franges extrémistes de cette dernière sont bien à l'œuvre ici. Brahim Abdeslam tenait un café qui fut frappé, début novembre, par une fermeture administrative en raison de « trafic de drogue ». N'importe quel habitant sait qu'ici plus d'un café ou d'une épicerie, où deux bouteilles de Coca se battent en duel avec trois paquets de chips, sont en réalité des comptoirs de vente de drogue. Le sympathique vendeur de kebab au coin de ma rue fut malheureusement remplacé, pendant quelques mois, par l'un de ses cafés, ou des jeunes barbus fumaient du cannabis en terrasse alors qu'à l'intérieur Al-Jazzira tournait en boucle à la télévision). Ces activités étant connues de tous, il est toujours surprenant de [constater](#) les délais nécessaires aux pouvoirs publics (plusieurs mois, voire davantage) pour faire fermer ces [lieux](#) qui participent à l'image dégradée de la commune.

Une commune pas plus dangereuse qu'une autre

Malgré la grisaille et la crasse, malgré le poids de la religion et les cafés-dealers de drogue, Molenbeek n'est pas une commune beaucoup plus dangereuse qu'une autre. Je n'y ai jamais subi la moindre agression en sept ans. Aucune [voiture](#) ne brûle, ici, lors du réveillon ; jamais Molenbeek, ni Bruxelles, n'ont connu des émeutes comme celles de Clichy-Sous-Bois en 2005 ; même dans les quartiers les plus difficiles, la police ne se fait que rarement [caillasser](#), alors que c'est extrêmement fréquent dans certaines cités franciliennes. En terme de « repli communautaire », la situation de certaines [banlieues](#) françaises est bien pire que celle de Molenbeek. Il n'y a pas de « Molenbeekistan », comme l'affirment certains médias (même si, et on le sait depuis des années, il y a des poches urbaines où les trafics d'armes et discours radicaux vont de pair). A Molenbeek, le « sentiment d'insécurité » vient davantage des [voitures](#) roulant à contre-sens (une habitude, dans le quartier) ou trop vite (la rue de Bruxelles connaissant le plus d'accidents se situe à Molenbeek), de ces épiceries cachant à peine des trafics de drogue, de la saleté de certaines rues. C'est en raison de ces diverses formes d'incivilité quotidienne diffuse (et il y en a d'autres) que naît ce « sentiment d'insécurité ». Il y a bien des agents communaux qui sillonnent les rues, dont certains ont été clairement engagés en raison de leur appartenance à la communauté arabo-musulmane (un peu à la manière de la [politique](#) des « grands frères » menée dans certains quartiers français), mais que penser de ce que j'ai vu un jour, à [savoir](#) trois agents communaux passant dans une rue, serrant la main à des dealers de drogue connus de tout le quartier, avant de [continuer](#) tranquillement leur chemin ?



Rassemblement pour les victimes des attaques parisiennes du 13 novembre, à Molenbeek, le 18 novembre Virginia Mayo / AP

99,99% des habitants de Molenbeek ne sont évidemment pas candidats au jihad, ni même n'iront « brûler des juifs » (même si, compte tenu de la question palestinienne et des certains prêches, je pense malheureusement que la majorité de mes voisins souffrent d'un antisémitisme crasse). 99,99% des habitants aspirent à *vivre* tranquillement les uns avec les autres. Si la situation de certains quartiers peut s'expliquer par un certain nombre de facteurs (emprise de la religion, sentiment d'impunité, la facilité pour des terroristes à se *caler* dans un territoire dense, etc.), les principales causes de « tous les maux » dont souffrent la commune sont à *aller* chercher ailleurs. Et elles sont connues de tous depuis bien trop longtemps. Il suffit de *regarder* les chiffres, en l'occurrence ceux de la Commission communautaire française (Cocof), très détaillés car concernant non seulement la commune dans son ensemble mais aussi et surtout chacun de ses micro-quartiers.

La seconde commune la plus pauvre de Belgique

Molenbeek est la seconde commune la plus pauvre de Belgique (le triste record appartenant à une autre – bien plus petite – commune de Bruxelles, Saint-Josse-Ten-Noode, à quelques pas du quartier européen) ; certains des quartiers de la commune sont parmi les plus denses de Bruxelles, les familles nombreuses représentent une part significative des ménages et la population globale des quartiers où habite la communauté musulmane a fortement augmenté depuis les années 2000 (le taux de natalité, en forte hausse depuis quelques années, y est le plus élevé de la région bruxelloise) ; la proportion de jeunes (15-24 ans) rapportée à la population globale y est particulièrement élevée ; le taux de mortalité y est supérieur à la moyenne régionale, de même que la part des habitants se déclarant en mauvaise santé ; le niveau moyen de revenu est inférieur à la moyenne nationale, notamment dans les quartiers à forte densité de population, et le nombre d'aides sociales sont très nettement surreprésentés ; le taux moyen de chômage y est donc logiquement largement supérieur à la moyenne régionale, et un jeune sur deux est au chômage, ce qui peut s'expliquer par le fait que la part d'entre eux suivant la filière scolaire générale est très en-dessous de la moyenne régionale. 51 % des habitants de Molenbeek ne paient pas d'*impôts* le revenu médian par habitant y est de 1 100 euros par mois, et 57% de la population vit sous le seuil de pauvreté.

Molenbeek est une commune minée par la pauvreté où plus d'un habitant sur deux est tenté de *survivre*, notamment parmi la population la plus jeune, sous-éduquée, qui devient une proie facile pour les barbus prosélytes qui sillonnent les rues. Au-delà de Molenbeek, et parce que malheureusement les journalistes en parlent peu, rappelons que dans la capitale de l'*Europe*, Bruxelles en tant que région, *un tiers des habitants vit sous le seuil de pauvreté*, un chiffre édifiant lorsque l'on sait par ailleurs que Bruxelles produit plus de richesse que les deux autres régions de Belgique (il serait intéressant de savoir si ce chiffre a un lien avec ceux, récemment dévoilés par

l'Organisation internationale pour les migrations, révélant que 62% des habitants de la région bruxelloise sont nés à l'étranger ou issus de familles qui ont migrés ici, « ce qui en fait la seconde ville au monde à afficher un taux aussi haut ». Bruxelles est donc une région fort contrastée : à Molenbeek, le revenu moyen par habitant est de 776 euros par mois, soit 4 fois moins que la seule allocation de résidence allouée à un commissaire européen et 26 fois moins que le salaire de celui-ci. (Ajoutons en passant que les agents de l'Union européenne sont exemptés de l'impôt sur les personnes physiques, cet impôt sur le revenu dont n'importe quel Belge imposable doit s'acquitter. Dit autrement, un habitant de Molenbeek à faible revenu mais payant cet impôt finance davantage les infrastructures publiques bruxelloises dont bénéficient les fonctionnaires européens qui, eux en profitent sans payer cet impôt-là, tout en percevant des salaires bien plus élevés.)

Une commune au bord de la faillite

Molenbeek est donc rongée par la pauvreté. Il y a peu de journalistes pour rappeler que, il y a quelques mois, la commune était au bord de la faillite (ce qui a une fois permis à certains politiques de stigmatiser encore et encore la commune) : en raison de la croissance de la population ne payant pas l'impôt mais demandant mécaniquement davantage de moyens publics (revenus sociaux, etc.), combinée à son appauvrissement (le revenu moyen d'un Molenbeekois a diminué de 5% en dix ans), les revenus issus de l'impôt ont logiquement baissé ; parallèlement, d'après un conseiller communal qui s'est publiquement exprimé sur cette quasi-faillite qui a encore permis à certains de stigmatiser la commune, la classe moyenne (celle qui paie l'impôt) se fait de plus en plus rare : « le manque de propreté, d'enseignement (de qualité), de logements de qualité abordables et d'espaces publics agréables, combiné à un sentiment d'insécurité sont les principaux arguments de leur départ, surtout chez les jeunes familles ». Il faut être honnête : Molenbeek continue à s'enfoncer. Tout concourt donc à ce que, dans certains quartiers, la misère sociale et intellectuelle soit un terrain fertile pour des recruteurs à l'idéologie répugnante. Quelles perspectives d'avenir cette commune, compte tenu de son état de délabrement financier et social, peut proposer à une population en voie de paupérisation ? Comment redresser une situation sociale où presque 55 000 personnes vivent sous le seuil de pauvreté ?

Le vice-Premier ministre et ministre de l'intérieur belge, Jan Jambon, membre du parti nationaliste flamand Nieuw-Vlaamse Alliantie (NVA), avec une tonitruance digne de Vladimir Poutine lorsqu'il voulait « buter les Tchétchènes jusque dans leurs chiottes », a déclaré, suite aux attentats de Paris, vouloir « faire le ménage à Molenbeek ». Monsieur Jambon, vu la saleté de mon quartier, le coup de balai proposé est vraiment le bienvenu (le prochain ramassage est mercredi prochain). Mais n'est-il pas un peu tard pour vous en préoccuper ? Pourquoi la Communauté flamande, où votre parti est majoritaire, a-t-elle totalement supprimé les subventions allouées à l'association historique Foyer, dont le travail, depuis 1969, est si fondamental en terme d'aide sociale, d'insertion, de formation, de médiation interculturelle, au cœur de l'un des quartiers les plus difficiles ? Cette association réussit pourtant l'exploit d'accomplir un travail déterminant à l'aide de bouts de ficelles et de contrats aidés. Le Premier ministre belge, Charles Michel, a affirmé après les attentats parisiens qu'« il y a eu une forme de laxisme, de laisser faire. On paie la facture de ce qui n'a pas été fait par le passé ». Monsieur le Premier, je vous remercie d'avoir avoué publiquement le « laxisme » dont les pouvoirs publics ont fait preuves ces dernières années dans ma commune ; pour autant, cela ne constitue en rien une excuse. Nous payons collectivement, Molenbeekois comme Parisiens, la « facture » (drôle de terme pour désigner des victimes d'attentats) parce que les gouvernements fédéraux successifs ne payent plus les factures de la prévention, de la police et de la justice depuis trop longtemps.

Un reportage de la télévision flamande, qui a refait surface dans les réseaux sociaux depuis les attentats de Paris, donnait il y a quelques années la parole à des travailleurs sociaux qui, déjà, s'inquiétaient du manque d'attention des politiques envers la jeunesse pauvre d'origine étrangère y voyaient un terrain favorable à une certaine forme de radicalisation religieuse. Lorsque le journaliste demande à Marcel Piccart, le bourgmestre de l'époque, de quoi il aurait besoin pour faire face aux problèmes de la commune, sa réponse est simple : « de l'argent », mais il ajoute, pessimiste, que les dotations de l'Etat fédéral allouées à Bruxelles sont en baisse constante. Un musulman interviewé affirme que si la situation empire (chômage, isolement, etc.), les gens se tourneront de plus en plus vers Dieu. Johan Leman, le directeur de Foyer, cette association qui ne reçoit plus aucune subvention venant de Flandres, affirme lui que si rien ne se passe, la génération suivante va finir par se révolter. Eh bien nous y sommes, même si le visage de la révolte et sa violence n'est peut-être pas celui auquel on s'attendait. Monsieur Michel, je ne peux vous tenir rigueur de n'avoir rien fait pour répondre à ce constat car vous vous n'aviez que 12 ans à l'époque : ce reportage où ce constat accablant est fait date de 1987. C'était il y a presque 30 ans !

Besoin d'écoles

Les problèmes sont donc identifiés depuis longtemps. Je sais pertinemment que, compte tenu de la complexité des strates de l'administration belge (communes, Régions, Communautés, l'État fédéral) certaines décisions, ou investissements, nécessitent du temps pour être actés, mais malgré cela je ne suis pas loin de **partager** l'opinion de bon nombre d'habitants qui pensent que Molenbeek a été abandonnée par l'Etat fédéral à son propre et (de plus en plus triste) sort. Je passe sous silence les propos déplacés de l'avant-dernier bourgmestre de Molenbeek, lui qui a régné pendant 20 ans sur la commune en usant jusqu'à la corde d'un clientélisme communautaire mais ose se aujourd'hui **défausser** sur l'actuelle législature pour la **rendre** responsable de la quasi-faillite de la commune et du nombre élevé de terroristes provenant de Molenbeek (Monsieur Mourreaux, le déficit de la commune était en 2006, alors que vous étiez aux manettes, plus important qu'en 2014). Quand à l'actuelle bourgmestre, Françoise Schepmans, élue en 2012, elle est également députée fédérale depuis 2014. Madame Schepmans, ne pensez-vous pas que Molenbeek, compte tenu de la situation actuelle, mériterait une bourgmestre qui puisse **consacrer** 100% de son temps à la commune ?

Le travail à faire à Molenbeek est immense, et il est malheureux de constater que, face à cette situation si terrible, les quelques associations qui font du soutien scolaire travaillent avec des moyens financiers littéralement dérisoires. Les renforts policiers seront les bienvenus (comme le vient de l'avouer le chef de zone de police Bruxelles Ouest, dont fait partie Molenbeek, « la norme financière pour les zones de police n'a pas été revue depuis 12 ans ») ; les programmes de « déradicalisation » également. Mais le principal est l'éducation : comment se fait-il que, par anticipation, compte tenu de la forte hausse de la population constatée depuis bien des années, aucun programme d'envergure de construction de crèches et d'écoles n'ait été mis en œuvre ? Un nouveau musée d'art contemporain va **ouvrir** bientôt le long du canal séparant Molenbeek de Bruxelles. Nul doute que ce musée participera à la gentrification rampante de la « Zone canal », ce qui n'augure rien de bon, et nul doute que les activités éducatives à destination des groupes scolaires pourront être bénéfiques à certains gamins. Mais nous n'avons pas besoin de musée à Molenbeek ; nous avons besoin d'écoles, et des écoles qui offrent une mixité permettant à la classe moyenne de ne pas **fuir** la commune (même mon épicier favori, un Turc musulman pratiquant, a décidé de ne pas **mettre** ses enfants dans l'école la plus proche de chez lui en raison du manque de mixité – c'est **dire**). Quel est le sens d'un tel musée au sein d'une commune où – et il suffit d'entendre certains jeunes **parler** dans la rue – l'analphabétisme touche autant d'habitants ? Un musée n'est pas la bonne réponse à la misère sociale et éducative ; c'est mettre la charrue avant les bœufs.

Certaines rues ressemblent à des décharges

Au-delà de la question de l'éducation, il y a aussi celles de la mobilité et des projets d'urbanisation. Un exemple : l'escalator menant à l'arrêt de métro le plus proche de chez moi, lequel arrêt est situé près d'un terrain vague devenu un dépotoir crasseux, tombe en rade tous les deux jours depuis des années sans que personne ne s'en émeuve, ce qui de facto empêche les mères de **famille** se déplaçant avec une poussette (et elles sont nombreuses dans le quartier) d'accéder à un **transport** en commun public. Il y a également la question évidente de la propreté : il est impensable de **tirer** vers le haut une commune dont certaines rues ressemblent à des décharges ; on ne construit rien sur des ruines. Le travail est immense, à tout point de vue, et il faut le **commencer** au niveau du caniveau. Il ne se fera pas en quelques semaines ou en quelques mois, et il va **demande**r des financements conséquents de la part de tous les niveaux de responsabilité politique. **Affirmer** que l'argent manque est un mensonge : *le jour même* où, l'année dernière, le gouvernement fédéral annonçait qu'il allait davantage **contrôler** les consommations d'eau et de gaz des chômeurs, « pour **lutter** contre la fraude », quelques heures plus tard nous apprenions, stupéfaits, que suite à des accords fiscaux entre la Belgique et le Luxembourg, des centaines de millions d'euros d'impôts dus par des grandes **société**s belges ne rentraient de fait plus dans les caisses de la Belgique. **Contrôler** ces salauds de pauvres de chômeurs, surreprésentés à Molenbeek, est visiblement plus important que de **rapatrier** des impôts belges partis **enrichir** le **Luxembourg** (qui, c'est bien connu, grâce à **Amazon**, **Apple** ou **Ikea**, mène un train de vie misérable).

Un petit Bataclan

Trois derniers points, pour **conclure** – même s'il y aurait encore beaucoup à dire.

1/ Malgré ce portrait peu flatteur de Molenbeek, ou du moins de certains de ses micro-quartiers (mais les chiffres sont là, objectifs), la vie ici n'est pas que « grisaille ». Nous avons, à Molenbeek,

une sorte de petit Bataclan, le VK, une salle de concert bien connue des Bruxellois, et divers autres lieux (comme le Musée de la Fonderie ou la Maison des cultures et de la cohésion sociale de Molenbeek, gérée par l'administration communale). Molenbeek n'est pas le « désert total » qu'évoquent parfois les médias, mais il est triste de constater que, pour la plupart, ces lieux ne sont que peu fréquentés par les habitants eux-mêmes (ou en tout cas par ceux qui résident dans les quartiers les plus communautarisés). C'est là encore un problème d'éducation : comment veut-on que les infrastructures culturelles molenbeekoises soient fréquentées par la population de la commune alors que la moitié de cette population est en situation de survie et un tiers souffre d'analphabétisme ? Des associations comme Bonnevie, La Rue ou Foyer font également un travail de terrain précieux ; sans Foyer, madame Laanan n'aurait jamais pu **prendre** des cours d'alphabétisation et sa fille, Fadila, ne serait peut-être jamais devenue ministre de la **Culture**, de l'Audiovisuel, de la Santé et de l'Égalité des Chances. A l'heure où j'écris ces lignes, malheureusement, Foyer, n'a pas bouclé son budget 2016 ; en clair, aucun des maigres salaires de ses employés n'est pour l'instant garanti l'année prochaine. C'est un véritable cauchemar.

2/ Je me suis rendu rue Delaunoy, à 150 mètres de chez moi, lundi 16 novembre, où une importante intervention policière a eu lieu. Journalistes et badauds étaient tous regroupés aux deux extrémités de la rue bloquée par la police. Je suis resté deux heures. Il n'y avait rien à voir mais beaucoup à **entendre** : des journalistes interviewaient des jeunes gens et des habitants se parlaient entre eux. J'ai parlé avec plusieurs voisins de la stigmatisation rampante de la commune depuis des années du fait du radicalisme, de la saleté du quartier, du fait qu'un voisin parfaitement trilingue (arabe-français-néerlandais) aie fini par **décrocher** un travail parce qu'il avait enlevé son adresse molenbeekoise de son CV, etc. Aucune tension mais beaucoup de paroles.

Le soir même, lors de son journal de 19h30, La Une, première chaîne de la télévision publique francophone, a rendu compte de cette opération en affirmant que « tout le quartier était bouclé », ce qui était faux : une seule rue et seul un **carrefour** était immobilisés, et il était tout à fait possible de **circuler** autour, ce que j'ai fait en me rendant à un rendez-vous avec le correspondant bruxellois du *Financial Times*. Le quartier n'avait rien à voir avec cette zone interdite décrite par la télévision. Plus lamentable, la journaliste a évoqué la « forte tension » qui régnait autour du théâtre des opérations. C'est de la pure désinformation : il n'y avait aucune tension, tout le monde échangeait sans que personne n'ait levé le ton, même en cas de désaccord (j'en ai eu un, assez vif, lors d'une discussion avec un jeune homme qui avait bien connu Salah Abdeslam, qu'il qualifiait de simple « bouffon prétentieux », sans que le ton ne monte jamais).

Déontologie journalistique

Molenbeek est cloué au pilori dans une grande partie du monde occidental, à tort ou à raison, et donc ce dont nous avons besoin, nous Molenbeekoises, est que les journalistes fassent le travail correctement plutôt que nous **enfonce** davantage. Un technicien de **TF1**, qui a couvert les très violentes émeutes de Clichy-Sous-Bois en 2005, m'a avoué qu'il était extrêmement surpris de la gentillesse des Molenbeekoises lors des interviews, comparée à l'agressivité de certains « banlieusards parisiens ». Ce qu'il avait appris de la commune, par médias interposés, lui en avait donné une image désastreuse, aussi avait-il l'air très heureux de constater que cette image avait été faussée – preuve, s'il en fallait une, de la responsabilité des médias. Jeudi soir, lors du rassemblement citoyen en hommage aux victimes, un journaliste clamait à sa caméra « qu'il n'y a que des blancs », ce qui était bien évidemment faux – en excluant les centaines de journalistes, à vue de nez, une petite moitié des 2 000 habitants rassemblés appartenait à la « communauté musulmane ». **Nier** sa présence en ce soir de rassemblement est dégueulasse vis-à-vis des musulmans.

3/ Au-delà de la pauvreté endémique et de l'importance de la religion, mon quartier souffre principalement d'une chose : l'absence presque totale de « commun ». Si, en cinq minutes de vélo, je peux **traverser** le canal pour **rejoindre** des amis et **boire** un verre près de ce canal qui me sépare de la véritable diversité de pensée, il n'y a par exemple, dans mon micro-quartier, aucun café comme le Carillon, Le Petit **Cambodge**, le Café Bonne Bière, La Belle Équipe ou le Comptoir Voltaire, ces lieux de rencontres et de joie parisiens où des êtres de toutes origines et de toute opinion politique ou religieuse se côtoyaient autour d'un verre avant de **mourir** sous les balles de mes voisins.

Manque

Il est frappant, mais peut-être pas si étonnant, de constater que ces jeunes voisins soient allés **répandre** la mort dans des lieux de rencontre qui, justement, n'existent pas à ici Molenbeek, ou si peu. C'est très clairement ce manque de « commun » qui enfonce aussi, de plus en plus, les

quartiers difficiles de Molenbeek. Nous avons certes le choix entre des salons de thés, quelques brasseries typiquement bruxelloises et des bars tenus souvent par des gens venant des pays de l'Est. Mais se rendre dans un salon de thé veut dire y aller sans compagnie féminine (compagne ou sœur), afin d'éviter les regards mal placés ; **fréquenter** une brasserie bruxelloise veut dire « se **retrouver** entre blancs plutôt âgés » ; et se retrouver dans un café où les clients ne parlent que russe ou roumain n'aide pas les échanges. Ici, les gens se croisent dans la rue, se saluent, échangent parfois quelques mots dans les épiceries, mais fondamentalement nous ne nous parlons pas, et rions rarement ensemble. Tout simplement parce les lieux pour le faire n'existent que très peu. Impossible de trouver, ici, dans ces quartiers à problème, un lieu comme La Belle Equipe, ce café parisien visé par mes voisins et qui était tenu par un *juif* et une *musulmane* – c'est impensable.

Au cœur d'une Europe politique qui se délite de part en part et où les barbelés font leur réapparition, au cœur d'une de cette capitale de l'Europe où un tiers de la population vit dans l'indigence, au cœur d'une commune de la capitale de l'Europe où des dizaines de milliers de gens ne font que survivre, **renouer** avec le commun, localement, au quotidien, est, au-delà des réponses politiques apportées au désastre actuel, un **projet** citoyen qu'il reviendra à tous, musulmans, juifs, laïques, ou-je-ne-sais-quoi-d'autre, de **construire** ensemble. Ici, la balle est aujourd'hui dans le camp de mes voisins musulmans. Peut-être aurai-je un jour, même très lointain, si je reste à Molenbeek, l'occasion de m'asseoir dans un café du quartier tenu par un juif pour partager un moment avec le petit Younès qui, s'il revient de Syrie, ne sera plus si petit, et qui, si son **cerveau** n'aura pas été complètement lessivé par la barbarie, aura peut-être des choses à m'expliquer sur la folie humaine.

Alexandre Laumonier est anthropologue et éditeur. Né en 1975, éditeur depuis l'âge de 21 ans, il dirige aujourd'hui les éditions « Zones sensibles » depuis Molenbeek-Saint-Jean, où il vit et travaille, ainsi que la collection « Graphê » aux éditions Les Belles Lettres. Zones sensibles publie principalement des ouvrages de **sciences** humaines et notamment des anthropologues comme Tim Ingold, Roy Wagner, ou bientôt Keith Basso et Eduardo Kohn. Le prochain ouvrage de la maison d'édition, à **paraître** en janvier 2016 et dont la parution fut décidée après les attentats contre *Charlie Hebdo*, est un texte critique de Pierre Bayle, philosophe des Lumières et historien des **religions**, intitulé *Mahomet*. En tant qu'anthropologue, Alexandre Laumonier travaille sur l'algorithmique de la microstructure des **marchés financiers** contemporains (sur laquelle il a écrit l'ouvrage 6/5) et la pensée économique des scolastiques médiévaux.